

# Discours

Convention de l'UMP sur l'économie le 7 septembre 2005

**Intervention de M. Nicolas SARKOZY**  
**Président de l'Union pour un Mouvement Populaire,**  
**Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire**

**Mercredi 7 septembre 2005 – Paris – Palais des congrès**

**Convention pour un projet populaire**  
**Le nouveau modèle français : un travail pour chacun, du pouvoir d'achat pour tous**

Mesdames et Messieurs,

Au terme de cette Convention sur les questions économiques, je tiens d'abord à remercier tous ceux qui ont participé à nos travaux : les intervenants d'aujourd'hui, dont la très grande qualité n'a échappé à personne ; mais aussi ceux qui ont contribué à l'élaboration de nos constats et de nos propositions dans les fédérations et dans les groupes de travail qui se sont réunis hier et avant-hier au siège de l'UMP.

Je souhaite que l'UMP devienne un parti moderne, populaire, que nous fassions de la politique autrement. Je suis heureux que nous ayons pu avoir de vrais débats sur des questions qui sont déterminantes. **Et je me félicite que l'UMP devienne une grande force de proposition.** Ce qui manque dramatiquement à notre pays, ce qui est la source de la désespérance, c'est l'absence de projet, l'absence de cap vers lequel se diriger.

**L'exigence de vérité nous oblige à reconnaître que la situation économique et sociale de la France est très préoccupante.**

Certains journaux ont comparé le programme de notre Convention à une mise en cause, sous-entendu une mise en cause du gouvernement que nous soutenons.

Malheureusement, la question n'est pas de savoir si la situation s'est améliorée ou a empiré depuis 2002. Des réformes difficiles, notamment celle des retraites, ont eu lieu depuis 2002.

La question est de prendre conscience que, plus globalement, sur la longue période, indépendamment des effets conjoncturels propres à tous les cycles économiques, **notre économie ne cesse de s'affaiblir.** Nous nous enfonçons depuis 1981. Nous appliquons les mêmes recettes que celles que nous avons imaginées au moment des chocs pétroliers. Nous continuons d'abdiquer devant le mensonge socialiste qui veut faire croire que l'on peut redistribuer la richesse sans prendre la peine d'abord de la créer. Et aujourd'hui nous sommes totalement décalés par rapport au nouvel état du monde.

Eh bien moi je dis les choses comme je les pense : avant de pouvoir redistribuer, il faut créer de la richesse. **Le premier problème de l'économie française est un problème de création de richesses.**

Notre croissance est molle parce que nous l'avons nous-mêmes amputée par des politiques de partage du travail et de découragement de l'initiative. Le tissu productif français n'est pas celui d'un grand pays : nous avons beaucoup de toutes petites entreprises, mais nous ne savons plus transformer ces entreprises en entreprises de taille moyenne. Nous créons très peu d'emplois marchands. 85% des créations nettes d'emplois au cours des 25 dernières années ont concerné le secteur public, c'est-à-dire ont été financées par l'impôt. Le poids de nos publications scientifiques, de nos dépôts de brevets, de nos innovations régresse. Nous en voyons d'ailleurs maintenant les conséquences dans notre commerce extérieur.

**Cette dégradation de nos performances n'est pas seulement navrante. Elle est devenue le cœur de notre problème social. Quand on a peu à distribuer, le problème de la création de richesse finit nécessairement par devenir un problème de redistribution.**

Aujourd'hui, la politique sociale est concentrée sur la partie de la population la plus nécessiteuse, laissant de côté les catégories intermédiaires qui ont le sentiment d'être toujours assez riches pour devoir payer des impôts et jamais assez pauvres pour pouvoir toucher des prestations. Et comme cette partie nécessiteuse est par ailleurs de plus en plus importante, la redistribution est saupoudrée, dispersée, inefficace.

Prenons l'exemple de la prime pour l'emploi. Son montant moyen est de 25 € par mois, une somme qui n'a aucune signification pour quelqu'un qui vit des revenus de l'assistance et qui aurait la possibilité de reprendre un emploi. En Grande-Bretagne, une femme seule avec des enfants perçoit une prime de 400 € par mois si elle reprend un travail. Voilà une vraie différence.

Mais si la prime pour l'emploi est si faible en France, c'est parce qu'elle est répartie entre 8 millions de foyers. **Nos marges de manœuvre sont devenues d'une étroitesse infime : si peu d'argent à distribuer et tant de personnes qui en ont besoin !**

On cherche à opposer, au sein même de notre camp, ceux qui veulent sauver le modèle social français et ceux qui veulent le changer. Moi je n'ai aucun problème avec le modèle social français. Bien sûr qu'il faut un bon niveau de protection sociale pour chaque Français. Bien sûr qu'il faut garantir l'égalité de tous devant les grandes épreuves de l'existence, la maladie, le chômage, la vieillesse, le handicap. Bien sûr qu'une nation se grandit lorsqu'elle est capable d'avoir un haut niveau de solidarité avec les plus faibles.

Je suis naturellement d'accord avec tous ces objectifs et avec l'idéal qu'ils expriment.

Mais qui ne voit que la réalité n'a plus rien à voir avec cet idéal ? Qui ne voit ce taux de chômage de 10%, et même en réalité de 20%, parce qu'il faut compter les emplois aidés, ceux qui sont dispensés de chercher un emploi et la fonction publique dans laquelle, par définition, il n'y a pas de chômage ? Qui ne voit ces discriminations inacceptables à l'encontre des seniors, des femmes, et d'autres encore ? Qui peut se satisfaire d'un mal des banlieues qui dure depuis trente ans ? Et d'un écrasement sans précédent de la grille des salaires, avec un tiers des salariés rémunérés entre 1 et 1,2 SMIC ?

**Je l'affirme : notre système produit aujourd'hui plus d'injustices qu'il n'en combat.**

En 1980, nous étions sixième de l'OCDE en termes de PIB par tête. Nous sommes aujourd'hui 16ème.

Le pouvoir d'achat des Français ne se contente pas de stagner. Il est inférieur de 30% à celui des Américains.

**Aucun Français ne peut croire que nous pouvons continuer à avoir de moins en moins de croissance et de plus en plus de dépenses sociales ; de moins en moins de gens qui travaillent et de plus en plus de gens qui vivent de la solidarité. La vérité, c'est que plus aucun Français ne le croit.**

Nous sommes aujourd'hui dans cette situation impossible où il nous faudrait à la fois moins d'impôts pour stimuler l'initiative et plus d'impôts pour augmenter les aides dont les plus fragiles ont besoin ; où il nous faudrait à la fois moins de dépenses publiques, car notre endettement est insoutenable, et plus de dépenses publiques pour investir dans la recherche, dans l'enseignement supérieur, dans les ZEP, dans la rénovation urbaine, dans les infrastructures, dans les énergies nouvelles, dans la prise en charge des personnes âgées...

**Alors, cela nous oblige à faire des choix. Cela nous oblige à trouver des chemins nouveaux. Parce que les vieilles recettes ont fait leur temps.**

Nous pouvons bâtir notre projet économique autour de trois objectifs :

- **viser et atteindre le plein-emploi d'ici dix ans ;**
- **faire de la France l'un des environnements économiques les plus favorables à la création et au développement des entreprises ;**
- **faire des finances de la Nation un levier de croissance.**

## **LE PLEIN-EMPLOI, D'ABORD.**

Près des deux tiers de notre activité économique ne sont pas exposés à la mondialisation. Sur toute cette partie de la vie économique, de loin la plus importante, nous avons de réelles réserves d'emplois qu'il ne tient qu'à nous de solliciter : les secteurs en pénurie de main d'œuvre, les emplois de services à la personne, les activités soumises à des législations restrictives, les entreprises qui sont dissuadées d'embaucher en raison des complexités du droit du travail, enfin et surtout les emplois qui seraient créés si davantage de personnes travaillaient et si celles qui travaillent travaillaient plus longtemps.

C'est un point fondamental sur lequel nous devons insister.

**S'il y a du chômage en France, ce n'est pas parce que trop de personnes cherchent à se faire une place sur le marché de l'emploi, mais c'est au contraire parce qu'il n'y en a pas assez.** . Les pays qui ont le taux d'activité de la population le plus élevé sont aussi ceux qui ont le taux de chômage le plus faible.

**Car le travail des uns crée le travail des autres.**

A l'opposé de toutes les politiques menées depuis 1980, il faut donc commencer par **encourager l'activité** : l'activité des seniors, en supprimant la contribution Delalande, la dispense de recherche d'emploi, les interdictions de cumul emploi-retraite ; encourager l'activité des jeunes, des femmes, des titulaires de minima sociaux également. Cela suppose de **créer une différence beaucoup plus grande entre les revenus tirés de l'assistance et les revenus tirés du travail**, / en supprimant tous les effets de seuil, en augmentant la prime pour l'emploi et en personnalisant son attribution. Aucun titulaire de minimum social ne devrait rester sans exercer une activité susceptible de l'amener progressivement à reprendre un emploi marchand.

Dans le même esprit, il faut encourager ceux qui veulent travailler plus à le faire, notamment en réduisant les charges sociales sur les heures supplémentaires. Et il faut permettre aux fonctionnaires qui le souhaitent de s'affranchir de la règle des 35 heures pour faire des heures supplémentaires. Personne ne peut s'opposer à deux idées aussi simples, qui donneraient du pouvoir d'achat et faciliteraient la vie des usagers.

Parallèlement, il faut naturellement s'attaquer à la question du chômage.

**Rien n'est plus faux que de dire que « contre le chômage, on a tout essayé ».** La vérité, c'est qu'on a tout essayé, sauf ce qui marche.

**Le service public de l'emploi doit devenir beaucoup plus réactif, efficace, exigeant.** Comment peut-on accepter que le premier entretien à l'ANPE intervienne au bout de six mois de chômage ? La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC est une nécessité. Ne laissons pas les techniciens nous en dissuader pour des raisons statutaires.

## **Renforçons les devoirs qui pèsent sur les chômeurs.**

La France ne peut pas être le seul pays à avoir un degré aussi élevé de protection sociale, et aussi peu d'obligations qui pèsent sur leurs bénéficiaires.

Enfin, **modernisons le droit du travail pour que celui-ci cesse de décourager les créations d'emplois.** C'est un point très sensible pour nos concitoyens. Combien ai-je entendu de conseillers m'expliquer que le sujet était périlleux ! Eh bien, je ne renoncerai pas. Je ferai autant de pédagogie qu'il le faudra, mais je ne me satisferai pas de cette situation absurde où jamais les

salariés ne se sont sentis aussi fragilisés et les entreprises aussi étouffées sous le poids des contraintes.

Cessons de penser que les salariés et les entreprises forment deux camps opposés. Leurs intérêts ne sont pas contradictoires. Inventons un nouveau droit du travail plus simple, qui privilégie le contrat de travail à durée indéterminée – pourquoi plusieurs types de contrat ? –, qui encourage l'embauche dans les entreprises qui se développent et ne complique pas la situation de celles qui sont en difficulté. Mettons le service public de l'emploi en état d'aider les personnes au chômage à retrouver rapidement un emploi. Et améliorons le régime de l'indemnisation pour éviter que le chômage ne se double d'un traumatisme social.

Au nombre des recettes qu'il faut réinventer, je souhaite que l'UMP ne craigne pas d'évoquer la question du **dialogue social**. Dans tous les discours, dans tous les débats, on entend dire : « Telle idée serait très intéressante. Mais en France, en raison de la faiblesse du dialogue social, ce n'est pas possible ». Eh bien alors, changeons le dialogue social ! Reconnaissons que nos syndicats sont trop petits, trop émiettés, que le taux de syndicalisation est trop faible, et tirons en les conséquences, en commençant par donner la liberté de présentation aux élections syndicales dès le premier tour.

**En dix ans, nous pouvons ramener le taux de chômage à moins de 5% de la population, c'est-à-dire revenir au plein-emploi.** D'autres pays européens l'ont fait, y compris des pays qui sont dans la zone euro. Il n'y aucune raison que nous n'y parvenions pas.

**C'est en outre la seule réponse durable et structurelle au problème du pouvoir d'achat.** Si les salaires sont si bas, c'est parce que le chômage est élevé et met les salariés en situation de faiblesse pour négocier leur rémunération.

## **DEUXIEME OBJECTIF : FAISONS DE LA FRANCE L'UN DES ENVIRONNEMENTS ECONOMIQUES LES PLUS FAVORABLES DE L'UNION EUROPEENNE A LA CREATION ET AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES.**

Si un grand nombre de nos emplois sont protégés de la mondialisation, une partie importante de notre économie n'en est pas moins soumise à ses exigences.

Pour les pays qui ont su s'y préparer, la mondialisation est un avantage. Elle permet de baisser les prix de certains biens désormais importés tandis qu'elle ouvre des marchés immenses pour les produits des entreprises nationales. Dans une économie ouverte, la clé du succès économique, c'est d'accroître sa richesse marchande, c'est-à-dire échangeable avec les autres.

Mais pour les pays qui ne l'ont pas anticipée, la mondialisation sonne comme une double condamnation : sur le marché des biens de qualité moyenne, la compétition est perdue d'avance en raison des coûts salariaux des pays émergents ; sur le marché des biens innovants et de haute technologie, le retard s'accroît par rapport aux économies qui ont fait en temps utile le choix de l'innovation.

Nous avons le devoir d'apporter des réponses aux salariés des entreprises frappées par les délocalisations et aux territoires qui les accueillent. Il y va de l'emploi, mais aussi de savoir-faire entiers qui font partie de notre patrimoine.

**Première urgence : faire souffler un vent de dynamisme sur la vie des entreprises et des affaires.** Il ne s'agit pas de ne rien encadrer. Il s'agit de faire en sorte que, dans la vie économique aussi, la liberté soit la règle et l'interdiction l'exception. Levons les interdictions inutiles, simplifions les démarches, créons de la mobilité entre trop de statuts ou de secteurs qui s'ignorent.

**Deuxième exigence : renforcer l'environnement concurrentiel, en particulier dans la grande distribution.** Je le dis là aussi comme je le pense, même si cela doit déplaire à une partie de notre électorat : notre législation en la matière a non seulement augmenté les prix pour les consommateurs dans des

proportions considérables, mais elle a aussi permis une concentration excessive de la grande distribution, qui déséquilibre les relations entre les fournisseurs et les distributeurs. Le développement de beaucoup d'entreprises de taille moyenne est étouffé sous la pression de distributeurs dont la puissance a été aggravée par nos lois.

**Favorisons le développement des entreprises moyennes.** 220 000 entreprises créées chaque année, c'est proportionnellement autant qu'aux Etats-Unis ; mais, à la différence de nos partenaires, très peu de ces entreprises deviennent des entreprises de taille moyenne. Cela pèse lourdement sur l'emploi, car ce sont dans ces entreprises que se situent les principales opportunités.

A cet effet, il faut réserver une partie de la commande publique aux PME. C'est un moyen puissant d'aider une entreprise à se développer et à gagner la confiance du marché. Nous devons réformer notre fiscalité pour qu'elle favorise la constitution d'une base actionnariale nationale, en cessant de faire de l'investissement en actions l'investissement le moins intéressant sur le plan fiscal. C'est nécessaire pour doter les entreprises moyennes en fonds propres. Et c'est aussi une vraie réponse à la montée en puissance des fonds de pensions américains qui peu à peu deviennent propriétaires de notre économie.

**Enfin, nous devons d'urgence engager la réforme de la recherche et de l'enseignement supérieur.** L'impact de nos travaux de recherche se classe au 12ème rang mondial, la première université française au 46ème, l'Ecole Polytechnique au 208ème, ce n'est pas acceptable.

Là encore, que d'hypocrisie et de mensonges répétés année après année ! La France s'enorgueillit de ses universités gratuites et ouvertes à tous. Mais dit-on aux Français que 55% des étudiants échouent au DEUG ? Leur dit-on que nous sommes le seul pays de l'OCDE à consacrer moins d'argent public à nos étudiants qu'à nos élèves du secondaire ? Leur dit-on que la France, malgré ses universités gratuites, est l'un des pays où le taux de jeunes qui font des études supérieures est inférieur de 14 points à la moyenne de l'OCDE ? Et que penser de l'état de nos campus et du niveau de vie d'un grand nombre de nos étudiants ?

Nos universités ont besoin de plus de moyens. Elles ont besoin d'être évaluées. Elles ont besoin de se regrouper entre elles, et de se rapprocher des grandes écoles, pour atteindre une crédibilité internationale et supprimer la coupure entre la recherche et les futures élites. Elles ont besoin d'une réelle autonomie de gestion et d'un réel pouvoir de décision, pour pouvoir se moderniser, adapter leurs enseignements à leur environnement, trouver des financements innovants.

Les efforts financiers engagés par la loi de finances pour 2005 en faveur de la recherche n'auront de portée réelle que si nous sommes capables de **transformer les structures de la recherche en France pour rendre le système efficient** : en finançant des projets plutôt que des organismes ; en procédant à l'évaluation des projets ; en mutualisant nos efforts avec les autres pays européens.

C'est l'un des volets de cette politique industrielle volontariste que je crois également nécessaire et que j'ai défendue avec toute mon énergie en lançant le dispositif des pôles de compétitivité.

### **TROISIEME OBJECTIF : FAIRE DES FINANCES DE LA NATION UN LEVIER DE CROISSANCE.**

Dans un pays comme le nôtre, où les dépenses des pouvoirs publics représentent 54% de la richesse nationale, l'échec économique et social est garanti si les dépenses sont mal orientées et les recettes prélevées en contradiction avec nos objectifs de développement. Or, c'est à peu près ce qui se passe chez nous. Au lieu d'augmenter le potentiel structurel de croissance de l'économie française, les administrations sont devenues un poids. C'est cela que nous devons changer.

**Du côté des dépenses, il faut naturellement les réduire.** Ce n'est pas seulement un point de vue idéologique, c'est une question de soutenabilité financière, ou – pour le dire autrement – de bon sens. Le déficit budgétaire n'est

pas seulement de 3% du PIB, il est de 25% des recettes. Lorsque les intérêts de la dette avalent tout le produit de l'impôt sur le revenu, il est urgent d'inverser la spirale. Au surplus, il est impératif que nous dégagions dès maintenant les marges de manœuvre nécessaires pour financer les dépenses considérables de prise en charge des personnes âgées.

**Mais il faut également rendre la dépense publique beaucoup plus efficace.** Nous ne pouvons continuer à nous payer le luxe de dépenser à la fois trop et mal. Les dépenses des administrations publiques doivent être réorientées vers les dépenses d'avenir. Et les administrations doivent être soumises à une obligation de performance, comme c'est le cas notamment dans les pays nordiques dont les dépenses publiques sont certes élevées, mais les critères d'évaluation exigeants.

Je propose :

- d'engager, à l'image par exemple du Canada, une « revue générale des programmes » permettant de revoir toutes les dépenses des administrations publiques et d'orienter les financements vers les dépenses les plus utiles ;
- d'appliquer la règle du non-remplacement d'au moins un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite, en partageant avec les agents les gains de productivité réalisés à cette occasion ;
- de passer d'une fonction publique de corps à une fonction publique de métiers, réforme indispensable pour permettre à l'Etat d'adapter ses missions aux besoins du pays et non pas d'adapter le pays à la structure des administrations, et réforme qui permet en outre d'offrir de nouvelles et de vraies perspectives de carrière aux agents publics ;
- de créer un budget spécial de modernisation de l'Etat, abondé par une recette de privatisation, permettant d'associer ceux qui se modernisent aux gains réalisés.

On nous dit qu'on ne peut pas réduire les dépenses publiques sans pénaliser la croissance. C'est faux. De nombreuses expériences étrangères ont démontré que la remise en ordre des finances publiques, c'est plus de croissance économique et plus de richesses. D'ailleurs, a contrario, la France est bien placée pour savoir qu'il ne suffit pas d'augmenter indéfiniment la dépense publique et la dette pour obtenir une croissance forte et le plein emploi.

**S'agissant des recettes**, ayons le courage de reconnaître que notre système fiscal présente à peu près tous les inconvénients de ceux de nos partenaires et aucun avantage.

**D'abord, notre système fiscal est injuste et incohérent.** Les 50% de Français qui paient l'impôt sur le revenu et la taxe d'habitation ont le sentiment de supporter toute la charge fiscale alors que, globalement, si l'on ajoute la CSG, les cotisations sociales et la TVA, tous les ménages prennent leur part. Le consensus fiscal est donc fragilisé. La fiscalité locale est pour sa part archaïque, tandis que la non-réactualisation des bases d'imposition aboutit à des inégalités flagrantes. La multiplication par deux en six ans des contribuables assujettis à l'ISF, du seul fait de l'augmentation des prix de l'immobilier, qui n'est rien d'autre qu'une plus-value latente, est une anomalie alors même que les œuvres d'art sont pour leur part exemptées.

**Ensuite, notre fiscalité est globalement trop élevée** puisqu'elle est de six points au-dessus de la moyenne des pays de l'Union européenne. Même s'il faut prendre en compte ce que la France offre en contrepartie, **nous devons nous donner comme objectif de ramener en cinq ans notre taux de prélèvements obligatoires à la moyenne européenne.** C'est une nécessité pour parer les effets d'une concurrence fiscale européenne que nous ne pouvons plus ignorer.

**Enfin, la structure de nos impôts est inadaptée au nouveau contexte économique mondial.** Elle pèse à l'excès sur les facteurs de production, travail et investissement, en repoussant hors de nos frontières les plus mobiles d'entre eux : travailleurs très qualifiés et patrimoine financier. Elle affiche des taux nominaux d'imposition très élevés, tandis que son assiette est mitée de plus de

400 niches dont le coût, pour les 50% d'entre elles qui sont chiffrées, se monte à environ 3% du PIB. Quant à l'ISF, si son principe est juste, plus aucun responsable politique ne conteste que son régime est à l'origine de la délocalisation de nombreux entrepreneurs. Ayons le courage de le dire et de le réformer.

Le gouvernement a annoncé une simplification de l'impôt sur le revenu, ce qui est un premier pas important. Je souhaite que nous allions plus loin en mettant notre système fiscal au service de la croissance. **Nous devons passer du triangle « inefficacité / injustice / complexité » au triangle « compétitivité / équité / simplicité » et intégrer la dimension écologique.**

Cela suppose une simplification déterminée de notre législation, la suppression des 150 taxes actuelles au profit de quelques impôts clairement identifiables, le passage à **la retenue à la source** et le choix de la stabilité juridique. Cela suppose de réduire, pour la plupart des impôts, les taux nominaux d'imposition afin de ne pas dissuader les facteurs mobiles de production et d'élargir, en contrepartie, les bases. Cela suppose de revoir intégralement, dans une collaboration constructive avec les collectivités locales, la fiscalité locale, dont, bien sûr, la taxe professionnelle qui doit faire l'objet d'une réforme réelle. Cela suppose enfin de réviser notre fiscalité du patrimoine : cessons de punir la détention du patrimoine, alors que tant de Français font des efforts pour transmettre à leurs enfants un capital ; cessons de punir la réussite en taxant excessivement le fruit des investissements à risque alors que nous consacrons tant d'argent pour orienter l'épargne vers de tels placements ; supprimons les droits de succession et de donation pour les patrimoines petits et moyens, parce qu'il n'est pas supportable pour des parents de penser que leurs enfants devront vendre une partie de leurs biens pour payer ces droits. Cela faciliterait au surplus la transmission plus rapide du patrimoine entre les générations.

**Je propose que nous nous donnions deux objectifs simples :**

**- aucun Français ne doit payer en impôt plus de 50% des revenus de son travail ;**

**- toute notre fiscalité doit être placée au service de la production des richesses dont tous les Français bénéficieront.**

J'ajoute qu'il faut **agir avec responsabilité**. Devant l'étendue de nos déficits, il n'est pas envisageable de réformer la fiscalité si parallèlement nous ne réduisons pas d'autres dépenses publiques. Il est temps de prendre conscience de la nécessité économique de la réforme fiscale. Elle n'est pas un « cadeau » aux contribuables, mais un investissement dans l'efficacité de notre économie.

\*\*\*

Les économistes, les chefs d'entreprises, les experts me disent parfois, en tout cas on me rapporte leurs propos : « Monsieur Sarkozy, le problème avec vous, c'est qu'on ne voit pas très bien qu'elle est votre vision de l'économie, les théories qui vous inspirent ». C'est un reproche bien étrange puisqu'en même temps, dans les médias, dans les milieux politiques, et même dans mon propre camp, on me qualifie d'horrible ultra-libéral.

**Au risque de vous décevoir, je ne suis en effet l'esclave d'aucune école de pensée.**

La raison et l'expérience me font penser que, sans travail, il n'y a aucune chance de s'enrichir ; mes lectures et mes voyages, mon origine aussi, m'ont appris que l'égalitarisme ne produit ni richesse, ni bonheur, et que l'économie de marché reste à ce jour le système économique le plus performant ; mon cœur et, plus encore, la raison de mon engagement, me font agir pour que tout cela ait sens, c'est-à-dire soit mis au service du bien être des Français, de la solidarité et de la prospérité de la France.

Mes convictions économiques s'arrêtent à peu près là. Je ne me demande pas chaque matin ce que feraient Ricardo, Keynes ou Hayek. J'écoute ce que me disent les Français. Je prends l'avis de ceux qui sont plus compétents que moi. **Je regarde ce qui réussit à l'étranger et je me demande ce qui rate chez nous.**

Je ne peux me satisfaire de ce que la Finlande soit parvenue à stopper l'éviction des seniors du marché du travail ; de ce que le Royaume-Uni et le Danemark soient en situation de plein emploi ; de ce que le taux de chômage des jeunes Néerlandais soit inférieur à 5% ; de ce que les exportations allemandes tirent le plein profit de la mondialisation ; de ce que la Suède soit devenue l'économie la plus dynamique de l'OCDE en termes de recherche, de développement, d'innovation ; de ce que le Canada soit sorti de sa crise des finances publiques ; **et de ce que la France attende de se retrouver dernière partout pour commencer à réagir.**

Contrairement à une bonne partie de nos élites, je ne crois pas que les Français ont perdu le sens du travail, que leurs préférences se dirigeraient soudain vers les loisirs ; pas plus que je ne croyais autrefois que les peuples de l'Est avaient une préférence pour l'oppression.

Les Français sont comme les autres peuples. Ils veulent vivre de leur travail, s'enrichir et progresser socialement. Mais ils font le constat dépité que, sous l'effet de nos politiques frileuses, le travail a perdu les contreparties qui lui donnaient sa signification. Aujourd'hui, le travail ne rime plus avec dignité ; avec pouvoir d'achat ; avec promotion sociale ; avec sécurité sociale ; ni même avec intégration sociale.

**Le projet que l'UMP doit porter, c'est de rendre au travail son sens.** Ceux qui travaillent, ceux qui se lèvent tôt, ceux qui font des efforts, doivent être assurés qu'ils seront récompensés en conséquence. Et ceux qui veulent y arriver, mais que trop de handicaps écartent des chemins de la réussite, doivent être soutenus massivement.

Notre projet tourne le dos au saupoudrage, à la complaisance, à l'irresponsabilité, à l'inconstance, à l'immobilisme. C'est un projet qui se donne un cap, un projet qui affirme ses choix, un projet qui se donne les moyens d'aboutir. C'est une politique économique au service d'un nouveau projet de société, un vrai projet de justice, qui donne à chacun selon son mérite et selon son handicap.